

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/736  
8 février 1957  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Treizième session  
Point 10 de l'ordre du jour provisoire

SERVICES CONSULTATIFS DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME  
Rapport du Secrétaire général

1. A sa douzième session (1956), la Commission des droits de l'homme a prié le Secrétaire général d'étudier "l'opportunité d'organiser des cycles d'études dans le domaine des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités" (E/2844, Chapitre III, Section C).
2. A sa dixième session (1956), la Commission de la condition de la femme a prié le Secrétaire général d'examiner la possibilité d'organiser des cycles d'études régionaux relatifs à la condition de la femme (E/2850, Chapitre X).
3. Par sa résolution 605 (XXI), le Conseil économique et social a notamment prié le Secrétaire général :
  - "a) De continuer à développer tous les aspects du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme et, si possible, d'organiser en 1956 un ou plusieurs cycles d'études, de préférence à l'échelon régional, en s'inspirant des résolutions adoptées par la Commission des droits de l'homme et la Commission de la condition de la femme;
  - "b) De déterminer, après avoir consulté les institutions spécialisées compétentes, les domaines ou genres d'activité relatifs aux droits de l'homme dans lesquels les pays peuvent demander l'assistance de l'Organisation des Nations Unies conformément à l'alinéa d) du paragraphe 3 de la résolution 926 (X) de l'Assemblée générale."

Note aux gouvernements

4. En application de la résolution 605 (XXI), le Secrétaire général a, le 6 juin 1956, adressé aux gouvernements une note verbale dans laquelle il appelait leur attention sur la décision du Conseil ainsi que sur les requêtes que lui avaient adressées la Commission des droits de l'homme et la Commission de la condition de la femme concernant l'organisation de cycles d'études. Le Secrétaire général soumettait à l'attention des gouvernements les sujets énumérés ci-après que les cycles d'études pourraient examiner :

Méthodes permettant de prévenir et de combattre les mesures discriminatoires fondées sur la race;

Devoirs civiques et participation accrue des femmes à la vie publique des pays où elles ont récemment acquis leurs droits politiques;

Protection des droits de l'homme dans l'administration de la justice pénale.

Le Secrétaire général pensait que les cycles d'études devraient réunir des personnes chargées d'arrêter la politique à suivre, de mettre au point des programmes ou d'en diriger l'exécution, ainsi que des spécialistes et des personnes possédant une compétence ou une autorité reconnue dans les domaines qui seraient choisis comme sujets d'études. Il ajoutait qu'il serait reconnaissant aux gouvernements de bien vouloir lui faire connaître les suggestions qu'ils désireraient présenter à cet égard, en ce qui concerne notamment les sujets proposés et d'autres questions qui pourraient présenter un intérêt pour les gouvernements. Enfin, il demandait à chaque gouvernement si, le cas échéant, il accepterait qu'un cycle d'études soit réuni sous ses auspices et consentirait à jouer le rôle de pays d'accueil.

5. En réponse à la note verbale, vingt-huit gouvernements ont fait parvenir au Secrétaire général des observations ou commentaires sur le programme de services consultatifs. Les Etats-Unis d'Amérique, la Jordanie, les Philippines, la République Dominicaine et la Roumanie ont adopté une attitude positive touchant la possibilité de jouer le rôle de pays d'accueil pour des cycles d'études, particulièrement sur la question des devoirs civiques et de la participation accrue des femmes à la vie publique. La Belgique et le Royaume-Uni ont fait connaître qu'ils étaient disposés à faire droit à des demandes tendant à l'envoi d'experts et à la formation de stagiaires.

Organisation de cycles d'études

6. Le Secrétaire général a également chargé un groupe de travail composé d'experts d'étudier la possibilité de tenir en 1957 un cycle d'études sur les devoirs civiques et la participation accrue des femmes à la vie publique en Asie. Le groupe d'experts organisé par l'Administration de l'assistance technique des Nations Unies et par la Division des droits de l'homme, s'est réuni à Bangkok du 15 au 19 octobre 1956. Les Gouvernements de la Birmanie, de Ceylan, de l'Inde, de l'Indonésie, du Laos, du Pakistan et de la Thaïlande y étaient représentés par des experts. Des représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de l'Organisation mondiale de la santé, et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance ont assisté aux réunions, et la représentante des Etats-Unis d'Amérique à la Commission de la condition de la femme a fait fonction d'observateur pour son gouvernement.

7. Le Groupe de travail a conclu qu'il fallait réunir en 1957 un cycle d'études sur les devoirs civiques et la participation accrue des femmes à la vie publique, organiser ce cycle d'études sur une base régionale large, et en faire un cycle d'études des pays d'Asie. La Thaïlande ayant offert d'accueillir ce cycle d'études, l'observatrice des Etats-Unis d'Amérique a fait savoir que son gouvernement retirait l'offre qu'il avait lui-même faite en ce sens. Le Groupe de travail a également recommandé une série de rubriques principales à faire figurer au programme du cycle d'études.

8. Le cycle d'études se tiendra en Thaïlande durant le second semestre 1957. Le Groupe de travail a chargé le Secrétaire de prendre les dispositions nécessaires, en consultation avec le pays d'accueil.

9. Toujours dans le cadre de ces démarches préliminaires, le Secrétaire général songe à réunir vers la fin de 1957 un Groupe de travail composé d'experts, afin d'organiser en 1958 en Amérique latine un cycle d'études sur la protection des droits de l'homme dans l'administration de la justice pénale. On pourrait, les années suivantes, organiser dans d'autres parties du monde une série de cycles d'études sur cette même question.

10. La question de la "protection des droits de l'homme dans l'administration de la justice pénale" est de toute évidence très vaste. Elle touche à des problèmes de droit procédural et, jusqu'à un certain point, au fond même du droit.

/...

Ces problèmes ne seraient peut-être pas tous du ressort d'un cycle d'études des Nations Unies; il se peut que certains se posent dans certaines régions du monde et pas dans d'autres. L'une des tâches du Groupe de travail serait de définir ceux qui pourraient être utilement examinés par un cycle d'études. Parmi ces problèmes figureraient par exemple, le principe de l'indépendance et de l'impartialité de la magistrature, la responsabilité, sous l'angle disciplinaire, civil et criminel, des juges et officiers de police judiciaire qui violent les droits de l'individu, les motifs pour lesquels une personne peut être arrêtée et détenue et les procédures à suivre lors de son arrestation et de sa détention, les garanties de procédure et voies de recours contre l'arrestation et la détention arbitraires, le droit à la libération sous condition (cautionnement, bail), la protection de l'accusé contre tout traitement tendant à porter atteinte à ses facultés physiques ou mentales (administration de stupéfiants, hypnose, etc.), la présomption d'innocence, l'obligation pour le tribunal d'établir la vérité objective et de ne pas se contenter des aveux de l'accusé, les droits de l'accusation et ceux de l'accusé et de la défense, le principe nullum crimen sine lege et le principe de la non-rétroactivité des lois pénales, l'interdiction des peines cruelles, inhumaines ou dégradantes.

#### Rôle des institutions spécialisées

11. En application du paragraphe 2 b) de la résolution 605 (XXI) du Conseil, le Secrétaire général a envoyé aux institutions spécialisées une lettre indiquant les grandes lignes d'un système général qui permettrait de déterminer les domaines ou genres d'activité concernant les droits de l'homme dans lesquels les pays pourraient demander l'assistance de l'Organisation des Nations Unies.

12. Dans cette lettre, le Secrétaire général soulignait qu'il convenait de procéder à une étude préparatoire minutieuse pour éviter les doubles emplois dans les domaines qui sont de la compétence des institutions spécialisées. Il ajoutait :

"D'une manière générale, on peut dire que les services consultatifs dans le domaine des droits civils et politique s'inscrivent normalement dans le cadre du programme de l'Organisation des Nations Unies, tandis qu'il appartient en principe à chaque institution spécialisée de fournir l'assistance nécessaire pour ce qui est du progrès dans le domaine des droits économiques, sociaux ou culturels dont elle s'occupe plus particulièrement.

Certains domaines impliquent néanmoins un partage de responsabilités entre l'Organisation des Nations Unies et une ou plusieurs institutions spécialisées. ... Pour toutes les activités qui seraient entreprises dans ce domaine, il conviendrait de prévoir des consultations et, si possible, une coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées."

13. Le Secrétaire général, dans sa lettre, appelait également l'attention sur la déclaration qu'il avait faite à la séance d'ouverture de la douzième session de la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/L.416) et dans laquelle il indiquait les principes directeurs dont on pourrait s'inspirer, au départ, dans l'élaboration du programme de services consultatifs.

14. L'UNESCO a fait savoir qu'elle s'intéressait aux trois sujets que le Secrétaire général avait proposé de confier à des cycles d'études; de son côté, l'OMS a indiqué l'intérêt qu'elle portait à un aspect particulier du deuxième sujet, "les devoirs civiques et la participation accrue des femmes à la vie publique des pays où elles ont récemment acquis leurs droits politiques".

#### Bourses de perfectionnement

15. Dans le courant de l'année, une bourse a été attribuée pour l'étude, au Royaume-Uni, des problèmes que pose la protection des droits de l'homme dans l'administration de la justice pénale.

#### Experts

16. Le 14 janvier 1957, le Gouvernement haïtien a demandé au Secrétaire général d'envoyer en Haïti, en application de la résolution 926 (X) de l'Assemblée générale, un expert en matière de procédure électorale. Le 15 janvier 1957, le Secrétaire général a désigné M. Guy Périer de Féral, membre du Conseil d'Etat de la France, comme expert chargé de conseiller le Gouvernement haïtien sur les procédures et techniques électorales, en s'attachant particulièrement au problème de l'identification des électeurs et des candidats. M. Périer de Féral a séjourné huit jours en Haïti, du 17 au 26 janvier 1957, et a fait rapport au Gouvernement haïtien.

#### Mention des services consultatifs dans une résolution de l'Assemblée

17. A sa onzième session, le 30 janvier 1957, l'Assemblée générale a adopté une résolution relative au "traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine", dans laquelle elle rappelait, entre autres sa

/...

résolution 926 (X), du 14 décembre 1955, qui avait établi un programme unifié sous le nom de "services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme".

Programme relatif au personnel d'information

18. La Commission notera que, dans sa résolution 605 (XXI), le Conseil a approuvé un programme relatif au personnel d'information (E/2839) "étant entendu que, dans l'exécution de ce programme on attachera aux mesures propres à favoriser la liberté de l'information toute l'importance qu'elles méritent". Un cycle d'études pour le personnel d'information s'est tenu à Genève du 23 juillet au 8 août 1956, et un certain nombre de bourses de perfectionnement ont été attribuées. Durant le cycle d'études et dans les exposés préliminaires, faits aux bourisiers, on a attaché une attention particulière aux problèmes de la liberté de l'information et aux travaux des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme.

19. Pour 1957, le programme des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme ne prévoit pour le personnel d'information aucun projet semblable à celui qu'autorisait la résolution 605 (XXI). Certains aspects de la liberté de l'information gardent cependant une place dans le programme de services consultatifs concernant les droits de l'homme.

20. Le Secrétaire général soumettra au Conseil économique et social un rapport distinct sur le programme relatif au personnel d'information.

-----